

LES FAMILLES RURALES, PREMIÈRES VICTIMES DES CONFLITS



© Gabrielle De Agueda

| La parole à | **ANNE LE NAËLOU** | MAÎTRESSE DE CONFÉRENCE EN SOCIOLOGIE À L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
| En action | **HAÏTI** | MAINTENIR NOTRE ACTION MALGRÉ L'EMPRISE DES GANGS

IRAQ | DES SERVICES VÉTÉRINAIRES DANS LES MARAIS DE MÉSOPOTAMIE
MALI | UNE ESCALADE DE LA TENSION
| Nos convictions | **AGIR EN ZONE DE CONFLITS ARMÉS : UNE RÉALITÉ QUI S'IMPOSE**



édito par Hugues Vernier

Chères lectrices, chers lecteurs,

La guerre en Ukraine rompt une période pacifique que l'Europe a connue depuis maintenant plus de 50 ans. Les répercussions dépassent ses frontières : la production ukrainienne et russe de céréales et les échanges commerciaux sont fortement perturbés, menaçant, directement ou indirectement, les politiques agricoles et alimentaires de certains pays. Au-delà de l'Europe, la déstabilisation politique au Mali, au Burkina Faso, en Haïti, pour ne prendre que ces quelques pays, nous bouleverse et nous oblige à analyser, comprendre et envisager de nouvelles formes de coopération pour répondre au mieux aux attentes des populations locales. Ces situations nous rappellent le luxe de la paix et ravivent notre empathie envers toutes les populations victimes des guerres et de la violence, qu'elles vivent en Europe ou ailleurs. Ici comme là-bas, les victimes sont aussi, voire souvent, les populations rurales et paysannes.

Alors, que pouvons-nous faire ? Quelle est notre place ? Comment répondre au mieux aux populations rurales les plus vulnérables ? Comment poursuivre notre travail sans risquer la vie de nos salariés et de nos partenaires ? Ce numéro tente de répondre au mieux à ces questions de plus en plus pressantes et identifie des pistes pour rebondir par des actions concrètes et positives.

Très bonne lecture.



“Au Nord Niger, lorsqu'un éleveur Peulh perd son troupeau, les autres éleveurs lui offrent chacun une génisse pleine, en échange de sa parole de restituer à chacun, trois ans plus tard, une génisse pleine issue de la même lignée : c'est l'Habbanae ou le prêt de l'amitié.”

AVSF | SERVICE DONATEUR
45 BIS AVENUE DE LA BELLE GABRIELLE
94736 NOGENT SUR MARNE CEDEX.
01 43 94 72 36 | DONATEUR@AVSF.ORG

DIRECTEUR DE PUBLICATION | HUGUES VERNIER
RÉDACTRICE EN CHEF | ALINE ABDERAHMAN
ONT COLLABORÉ | ÉDOUARD COUTURIER,
PIERRE DU BUIT, HERVÉ PETIT, MARC CHAPON,
STEFANO MASON

MAQUETTE | GRAFIK'ALIA
IMPRESSION | SIMAN, ZI DU BRÉZET – 69 017
CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

COMMISSION PARITAIRE | 0923 H 86626 |
ISSN 1148 - 4357 | CCP 6200 M - LYON



REJOIGNEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
f @ t in

Collectif Nourrir : l'union fait la force

On le sait, le secteur agricole et alimentaire français reste dominé par l'agro-industrie et la grande distribution, dont la liste des effets néfastes semble interminable. Une fatalité ? Non ! Nous sommes nombreux à travailler pour une transition de nos systèmes agricoles : 52 organisations se sont réunies pour faire émerger des solutions efficaces. AVSF est fière d'appartenir au Collectif Nourrir, issu de la fusion entre la Plateforme Citoyenne pour une Transition Agricole et Alimentaire et Pour une autre PAC, afin d'y apporter son expertise internationale.

En savoir + : collectifnourrir.fr

Nouveau guide sur l'évaluation de l'agroécologie

Partout dans le monde, de nombreux exemples montrent de manière empirique que l'agroécologie fait ses preuves aussi bien au niveau économique, qu'environnemental et social. Tout le monde ne semble pas convaincu pour autant et tout l'intérêt de ce nouveau guide est de donner les outils pour mesurer et démontrer les avantages de l'agroécologie. La méthode et les outils proposés visent à accompagner les acteurs impliqués dans ces transitions. Édité par les Éditions Quae, ce guide a été conçu par les ONG : Agrisud, AVSF, CARI et Gret.



| La parole à ... |

Anne Le Naëlou

Maîtresse de conférence en sociologie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / IEDES, co-fondatrice et titulaire de la Chaire UNESCO « Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir ».

Existe-t-il une typologie des crises ?

À première vue, catégoriser les crises (naturelles, politiques, économiques, religieuses, etc.) facilite leur médiatisation mais ne reflète pas la réalité. Parler de « typologie des crises » fait référence à une manière de penser obsolète. Essayer de comprendre les crises et leurs évolutions, c'est avoir en tête qu'elles sont toujours plurielles et multifactorielles.

Au-delà d'un soutien aux populations civiles, les ONG peuvent-elles avoir un réel impact sur l'apaisement d'un conflit ?

Les actions des ONG représentent des forces externes qui viennent interférer dans des dynamiques internes aux contextes. Qu'elles en aient pleinement conscience ou non, elles peuvent donc avoir un impact positif sur l'apaisement d'un conflit en accentuant une dynamique de résolutions de tensions, ou au contraire, l'aggraver sans le vouloir, quand les interlocuteurs ou les stratégies concernés en décident autrement.

Plus les organismes se donnent les moyens de connaître et de mesurer les effets réels de leurs projets, plus il est possible d'arriver à des changements de pratiques, sous réserve

que cela soit accompagné d'une réelle volonté politique. Cela est notamment vrai pour les ONG de développement qui ont une présence sur le long terme dans les pays, à condition qu'elles s'appuient également sur des acteurs sociaux locaux pour co-construire et mener leurs projets.

Quelle légitimité ont les ONG à intervenir au-delà de leurs frontières ?

Il n'y a pas un droit à intervenir, cela n'existe pas et la neutralité évoquée par l'idéologie humanitaire est un leurre. La légitimité à intervenir est une question éthique que tous les acteurs du développement devraient se poser régulièrement. La réflexion autour de ce sujet varie considérablement selon les époques et reste encore aujourd'hui instable et inachevée. Il est important que les ONG se donnent les moyens d'avoir un regard critique sur leur modes d'intervention et cherchent à comprendre et prendre en compte les cultures et les spécificités de chaque territoire.

” La légitimité à intervenir est une question éthique que tous les acteurs du développement devraient se poser régulièrement.

La manière d'agir et de se positionner des ONG internationales a-t-elle évolué ?

Oui, le rôle des ONG a considérablement évolué depuis les années 1980 où on leur demandait principalement des actions ponctuelles et localisées, d'urgence ou non. Aujourd'hui, la charge qui pèse sur elles est beaucoup plus lourde, en particulier pour les ONG de développement à qui l'État délègue parfois une partie des tâches censées relever de politiques publiques. Elles ont aussi connu une professionnalisation très rapide et leurs modèles économiques sont devenus de plus en plus exigeants et contraignants. Sur la même période, la sociologie du secteur associatif engagé à l'international a été bouleversée en une trentaine d'années : alors qu'il reposait principalement sur des formats divers d'engagements volontaires par le passé, le secteur compte aujourd'hui une part importante de salariés, avec des niveaux de formation élevés. Le milieu des ONG est de plus en plus en capacité de remettre en question les certitudes fondant les pratiques professionnelles et sociales, à instruire les dilemmes de leur rôle social et de réfléchir à de nouvelles façons d'agir.

Un des principaux défis que rencontrent les ONG aujourd'hui est de faire valoir leur valeur ajoutée et de réfléchir à la construction de chemins de développement alternatifs, ayant du sens, notamment pour attirer les jeunes et leur donner envie de s'engager à leurs côtés.



| En action | Maintenir notre action malgré l'emprise des gangs

Qu'elles soient climatiques, politiques, sécuritaires ou alimentaires : l'histoire d'Haïti est marquée par une multiplicité de crises qui s'entremêlent et paralysent le pays.

Outre les violents séismes, cyclones et autres tempêtes tropicales qui dévastent régulièrement le pays, Haïti est en proie à une crise politique profonde ayant entraîné le développement de gangs armés. Des gangs aujourd'hui en guerre pour le contrôle de certains territoires, au prix d'une violence inouïe. La situation n'a fait que se dégrader depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021 et son remplacement par intérim par le premier ministre Ariel Henry, dont l'autorité et la légitimité sont on ne peut plus contestées. Cela fait maintenant six ans qu'aucune élection n'a pu être organisée et à l'heure actuelle, il n'y a plus aucun représentant élu.

Une insécurité grandissante

Les gangs armés contrôlent aujourd'hui 60% du territoire et sèment la terreur à travers le pays, en particulier à Port-au-Prince, sa capitale. Enlèvements réguliers contre rançons, fusillades, viols : la liste des atrocités commises est longue. La

mainmise de ces gangs armés sur des endroits stratégiques comme les zones pétrolières et certaines routes principales entraîne une explosion du prix du carburant, des matières premières et des denrées alimentaires qui ne circulent plus librement dans le pays. Cette instabilité fait peser une menace importante sur la sécurité des populations, mais aussi de nos équipes haïtiennes sur place qui évoluent chaque jour dans un climat d'incertitude et de violences.

Une action entravée

Haïti est un pays de coopération historique pour AVSF qui lutte contre l'extrême précarité des familles paysannes depuis 1992. Plusieurs projets sont en cours au nord, au sud et dans la Grande Anse, pour développer l'agroforesterie et les filières durables et équitables de cacao, café et bétail. « Avec la hausse des prix des denrées alimentaires, les systèmes agroforestiers, qui associent des cultures vivrières pour l'autoconsommation aux cultures dédiées à l'export, sont plus que jamais primordiales » indique Pierre Du Buit, chargé de programme en charge du suivi d'Haïti. L'enjeu est en effet d'assurer la sécurité alimentaire des familles et l'approvisionnement des marchés locaux.

Les équipes d'AVSF en Haïti font tout leur possible pour continuer leurs activités mais doivent faire face à de nombreux obstacles. Il est ainsi devenu extrêmement difficile de se rendre dans les zones rurales depuis la capitale par voie terrestre. Aussi, l'inflation entraîne une hausse importante des coûts d'actions telles que la construction de nouvelles infrastructures (bâtiments de stockage, etc.) ou l'approvisionnement en semences.

S'adapter pour continuer à agir

« Le plus important, c'est de maintenir les services fondamentaux pour les familles paysannes, sans compromettre la sécurité de nos collègues. C'est une équation à laquelle les équipes sur le terrain sont malheureusement confrontées chaque jour » explique Pierre Du Buit. Pour cela, des dispositifs de sécurité ont été instaurés, définis par le siège et l'équipe haïtienne. La communication entre les équipes sur le terrain, à Port-au-Prince et au siège, a été renforcée pour assurer un suivi accru de la situation et un système de téléphonie satellitaire a été mis en place pour conserver le lien avec les équipes dans les zones reculées. En ville et à la capitale, les déplacements sont limités, le télétravail est de plus en plus fréquent et obligatoire en cas d'alerte de sécurité. Lors

des déplacements, la discrétion est de mise comme elle l'a toujours été en Haïti, sans affichage d'AVSF.

Comme le souligne Pierre Du Buit, « la force des équipes locales, c'est leur remarquable engagement et capacité de résilience, elles s'adaptent quotidiennement pour maintenir les activités sur le terrain et le lien avec les populations rurales malgré les crises ».



Le don régulier, c'est LE moyen de les accompagner dans la durée

Plus d'information auprès du service donateur ou sur www.avsf.org



Femme paysanne, dans le sud d'Haïti © AVSF



| En action | Des services vétérinaires dans les marais de Mésopotamie

Après des décennies de conflits, l'Iraq peine à se reconstruire et la stabilité récemment acquise reste fragile. Le nouveau projet d'AVSF mené avec IGCO, une ONG locale, participe au développement social durable d'une région fortement perturbée par le régime de Saddam Hussein.



Les équipes d'AVSF et IGCO avec une famille irakienne au sein des marais © Raad Habeeb Al-Assady

Au sud de l'Iraq, la zone des marais où se rencontrent les fleuves Tigre et Euphrate, est inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco pour la richesse de sa biodiversité. Les Arabes des marais, ou Maadan, qui habitent cette zone autrefois associée au Jardin d'Eden, ont un mode de vie très traditionnel et vivent depuis des millénaires de la pêche et de l'élevage de buffles d'eau. Cette communauté chiite a été victime d'une terrible répression sous Saddam Hussein qui a asséché les marais dans les années 1990. Résultat : 90% des marais ont été ravagés et leurs populations, forcées de se déplacer. À la chute du régime en 2003, les marais ont été partiellement remis en eau mais les pertes demeurent considérables. De nombreux facteurs climatiques et géopolitiques continuent aujourd'hui de dégrader les marais et donc les moyens de subsistance des personnes qui y vivent.

Rapprocher les éleveurs des services vétérinaires

Bien qu'elles aient souvent leur résidence principale dans la petite ville d'Al-Chibayish, les familles qui pratiquent l'élevage de buffles d'eau vivent la majorité du temps sur des « ishan », ces petits îlots qui émergent des marais et où les buffles viennent passer la nuit. Le matin, après la première traite de la journée, les éleveurs prennent le bateau pour aller vendre le lait ou les produits laitiers, très prisés, sur les marchés de la ville. Si une bête est malade, l'éleveur n'a d'autre choix que de prendre le bateau pour se rendre à Al-Chibayish afin de consulter un vétérinaire. Les buffles étant trop imposants pour être transportés et les vétérinaires ne se déplaçant pas dans les marais, ces

derniers n'examinent pas directement les animaux, ce qui peut fausser le diagnostic.

Pour améliorer la qualité des soins vétérinaires et les rendre plus accessibles, AVSF et IGCO ont mis en place le premier bateau ambulance vétérinaire. « Ce bateau sillonne les marais en réalisant des tournées pré-établies et en répondant aux appels des éleveurs, avec à son bord, un vétérinaire salarié du projet et une pharmacie d'urgence pour pouvoir prodiguer les premiers soins », explique Hervé Petit, expert associé AVSF en élevage et santé animale. Depuis mai dernier, ce service profite à plus de 400 familles d'éleveurs.

Vers une pêche plus durable

Les conditions de vie des pêcheurs sont plus difficiles encore que celles des éleveurs de buffles. Leurs revenus sont moindres et voués à nourrir la famille, ils n'ont pas les moyens d'investir pour commencer par exemple un élevage de buffles. De plus, la baisse du niveau de l'eau et sa détérioration sont une source d'inquiétude majeure. Et comme le précise Hervé Petit, « nombre d'entre eux pratiquent la pêche électrique, une méthode qui n'est pas sélective et contribue à appauvrir les ressources en poissons ». Pour instaurer des pratiques plus durables, AVSF et IGCO organisent avec les pêcheurs des formations et ateliers [sur les filets de pêche artisanale par exemple] et facilitent le dialogue entre les tribus pour aboutir à une gestion commune des ressources naturelles.

Adapter notre coopération

L'Iraq est un pays encore instable, théâtre de fortes rivalités politiques qui peuvent donner lieu à des affrontements violents. Le contexte sécuritaire exige un dispositif de coopération inédit : pas d'équipe AVSF locale mais une mise en œuvre des activités par IGCO, avec des missions régulières de suivi des équipes d'AVSF, sous protection.

Le jeu en vaut la chandelle : des techniques de pêche et d'élevage plus performantes et durables, des revenus plus élevés pour les familles, un meilleur accès aux soins vétérinaires, ou encore, un impact positif sur la biodiversité des marais.



| En action | Une escalade de la tension

La crise politique et sécuritaire qui sévit actuellement au Mali a des impacts désastreux sur l'économie, l'accès aux services sociaux et les capacités de production des petites exploitations agricoles.



© Gabrielle De Agueda

Éleveur nomade accompagné dans la région de Tombouctou, au Mali.

En 2012, le coup d'État qui a conduit à la destitution du président Amadou Toumani Touré a fait déferler une grande vague d'insécurité dans le pays. Au-delà des forces armées maliennes, différents groupes armés [indépendantistes, séparatistes et plus récemment radicaux] s'affrontent, et certains imposent désormais leur emprise et leurs règles dans plusieurs régions du pays. Depuis, plusieurs activités d'AVSF au service des paysans et des éleveurs, ont été

réduites, ou ont dû s'arrêter dans les zones de conflits armés, pour des raisons d'insécurité, de difficultés d'accès au terrain et aux financements.

Les familles rurales, premières victimes des conflits

Certains groupes armés se livrent quotidiennement au banditisme, pillage, vols de bétail ou assassinats... Dans ces conditions, certaines communautés rurales se voient forcées de fuir et abandonnent leurs cultures. En 2023, on estime que sur les 21 millions de personnes que compte le pays, 2,3 millions sont en situation d'insécurité alimentaire et 2,5 souffrent de malnutrition, dont 80% d'enfants.^[1]

D'autres paysans parviennent coûte que coûte à maintenir leurs activités, malgré les contraintes à la fois sécuritaires, financières [augmentation du coût de la vie et des intrants] et sanitaires [des épidémies récurrentes touchent les hommes et les animaux]. Aussi, les difficultés d'accès aux marchés et les aléas climatiques très importants en zone sahélo-saharienne aggravent la situation.

Aux côtés de communautés d'agro-pasteurs

AVSF accompagne les agropasteurs, qui combinent productions végétales et animales, et les collectivités locales depuis 1984. « En zone de crise, nos actions adressent les besoins de survie des paysans et paysannes, comme la mise en place d'un service mobile de santé humaine et animale, mais leur permettent également de maintenir leurs capacités de production et de commercialisation », résume Marc Chapon, coordinateur national d'AVSF au Mali.

Plus largement, l'intervention d'AVSF tend à prévenir les conflits, ou à les apaiser, en créant plus de dialogue entre

les différents acteurs du territoire, grâce à des actions qui répondent aux besoins et intérêts transverses à toutes les communautés et consolident les moyens de production des agro-pasteurs. Tout l'enjeu est de parvenir à une meilleure compréhension mutuelle des besoins des populations et de trouver des solutions communes. C'est pourquoi l'ensemble de nos actions au nord du Mali sont menées conjointement avec l'ONG malienne ADESAH, les chefferies traditionnelles, les coopératives d'agro-pasteurs, les collectivités, ainsi que les services de l'État.

Compte tenu de la situation volatile du pays et de la dégradation des relations politiques entre les gouvernements maliens et français, les équipes d'AVSF doivent quotidiennement s'adapter et respecter de strictes règles de sécurité. Les projets connaissent parfois des périodes de suspension, lorsque l'évaluation du risque est jugée trop élevée. Maintenir un maximum d'actions au service des familles rurales sans compromettre la sécurité des équipes reste notre priorité.



Témoignage de Marc Chapon, coordinateur national d'AVSF au Mali

« Après plus de 20 ans au Mali, comme responsable de projet à Tombouctou puis comme coordinateur national, j'ai mené des actions

riches en échanges, en synergie avec des acteurs des territoires ruraux qui ont appris à mieux se connaître. Ces concertations ont permis de lever de nombreuses incompréhensions ayant abouti par le passé à des tensions fortes. Elles ont aussi contribué à prévenir une extension de la violence.

Les crises sont néanmoins de plus en plus nombreuses et rapprochées et impliquent une multiplicité d'acteurs armés. La paupérisation des populations s'accroît. Et fait majeur dont nous devons tenir compte : les jeunes de ces territoires revendiquent une part plus active dans les décisions locales, au risque que les pouvoirs traditionnels ne soient plus aussi écoutés et suivis que par le passé. »

[1] Source : OCHA, APÉRÇU DES BESOINS HUMANITAIRES, Mali 2023

En 2023, j'adhère à AVSF !

Adhérer à AVSF, c'est s'engager encore davantage auprès des populations paysannes et soutenir un modèle agricole vertueux. C'est l'occasion de mieux connaître nos projets, grâce aux nouvelles « conférences pays », réservées exclusivement à nos adhérents et adhérentes.

C'est aussi participer à l'Assemblée Générale, qui définit les grandes orientations stratégiques de notre organisation. Bref, cette année, rejoignez le collectif des agronomes et des vétérinaires solidaires !

Pour adhérer : avsf.org

C'est le **nombre de personnes qui ont accès aux soins médicaux** grâce au **service de santé humaine et animale** mis en place au Mali avec les acteurs locaux. Ce service permet également le traitement de **120 000 animaux par an**.



Bulletin d'abonnement et de soutien

Oui, je soutiens les actions d'AVSF et je fais un don :
 30€ 60€ 90€

Un don de 60€, vous reviendra à 20€ après réduction d'impôt. AVSF vous adressera un reçu fiscal vous permettant de déduire de vos impôts jusqu'à 66% de votre don (dans la limite de 20% de votre revenu imposable). AVSF utilisera les fonds collectés pour ses missions prioritaires.

Si vous n'êtes pas donateur, vous pouvez vous abonner pour 12€ les 4 numéros.

Je souhaite vous aider régulièrement. Merci de m'envoyer votre documentation sur le prélèvement automatique.

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part la brochure sur les legs et donations.

Mme Mr Mr & Mme Dr Autre :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

CP/ Ville :

Tél. :

Adresse e-mail :

.....

Je souhaite désormais recevoir par voie électronique :

Habanae **Reçu fiscal**

H147

Conformément à l'article 39 de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, les informations demandées sont nécessaires au traitement de votre don par nos services. En vous adressant au siège d'AVSF, vous pouvez demander leur rectification ou leur suppression ou vous opposer à ce qu'elles soient échangées.

| Nos convictions | **Agir en zone de conflits armés : une réalité qui s'impose**

Par **Christophe Chauveau, directeur des opérations** et **Frédéric Apollin, directeur général**.



Famille haïtienne devant leur maison © AVSF

Plusieurs conflits armés ont malheureusement touché les territoires de coopération d'AVSF au cours de ses 45 années d'existence, au Pérou, en Palestine, en Colombie, au Niger, au Mali, au Burkina Faso ou en Haïti. Ces conflits armés sont dramatiques pour les populations paysannes, déjà vulnérables car souvent victimes d'exclusion économique, sociale, politique et structurelle. Ils le sont aussi pour les équipes d'AVSF et ses partenaires. Bien que stimulés par des conflits d'ampleur internationale, ces conflits sont le plus souvent internes et opposent des gouvernements et forces armées régulières et des groupes armés révolutionnaires, contre-révolutionnaires, indépendantistes, djihadistes, de résistance à l'occupation, des groupes criminels ou fruits de l'opposition entre différentes communautés socio-ethniques.

Sur de nombreux territoires, AVSF était souvent présente avant l'éclatement ou l'extension de ces conflits armés. Composées en très grande majorité de professionnels nationaux engagés pour leur pays, nos équipes se sentent solidaires de ces familles et organisations paysannes, de ces leaders paysans et ONG, subitement plongés au cœur de conflits violents.

Les liens humains personnels tissés avec ces populations, notre ancrage et notre connaissance fine de ces territoires et de leurs acteurs nous permettent de poursuivre, à leur demande, des actions qui nous semblent utiles. Chaque fois que la prise de risque est jugée acceptable et tant que l'accès aux communautés reste possible, c'est donc le choix fait par AVSF que de poursuivre ses actions.

Agir pour la résilience des populations et des territoires

Nous n'avons pas les compétences d'une ONG humanitaire : nous ne sauvons pas de vies, nous n'organisons pas de camps de déplacés, nous ne défendons pas les droits civils des populations face aux parties prenantes des conflits. En revanche, nos actions visent en premier lieu au maintien ou à la restauration de l'accès des populations paysannes aux moyens de production alimentaire et de génération de revenus et d'emplois. Elles visent également à maintenir certains services essentiels, comme l'accès à un service mixte de santé humaine et animale ou encore l'accès à

l'eau pour les populations pastorales du nord du Mali. Enfin, nous œuvrons au maintien d'une économie agricole et rurale, vitale pour les territoires, avec l'espoir qu'elle offre des opportunités et une alternative à certains de ces jeunes, parfois tentés par l'action armée, voire criminelle.

Autrement dit, nos actions visent à atténuer les effets des conflits et améliorer la résilience des populations. Même modestement, nous espérons contribuer à ce que les conflits n'empirent pas et au retour à la paix, en facilitant le dialogue entre les différents acteurs. Enfin, dans ces crises sécuritaires, le maintien du tissu d'acteurs locaux qui représentent et défendent les intérêts et les droits des populations paysannes, nous semble primordial.

” Chaque fois que la prise de risque est jugée acceptable, AVSF choisit de poursuivre ses actions.

S'adapter, évaluer et limiter les risques

Afin de préserver l'intégrité physique et morale de ses équipes, AVSF s'est dotée d'une politique générale de sécurité et de dispositifs ad-hoc dans chacun de ses pays de coopération, très régulièrement révisés et ré-adaptés. Ils s'appuient sur des principes fondamentaux tels que l'indépendance, l'impartialité et la transparence de nos

actions. Ils reposent sur des dispositifs de veille accrue et d'anticipation des risques, mais aussi des procédures de réaction rapide en cas d'incident sécuritaire critique. Enfin, premier pilier de ces dispositifs : le droit de retrait immédiat de tout équipier qui se sentirait en danger.

L'association a également révisé les priorités de ses actions pour les populations paysannes affectées par de tels conflits, et adapté ses approches et méthodes, notamment pour ne pas accentuer les conflits. Dans des territoires très critiques et dangereux, certains outils de suivi et d'appui à distance ont été développés, comme par exemple pour le suivi de coopératives agricoles au Burkina Faso, au cœur de territoires parcourus par des groupes djihadistes.

Aujourd'hui, la multiplication des conflits armés, leur évolution, la remise en cause de l'influence de l'Occident et enfin, la tentation de nos propres pouvoirs publics d'instrumentaliser l'aide publique au développement, nous invitent à interroger une nouvelle fois notre légitimité à agir, la nature de notre action et notre niveau d'engagement dans ces territoires.

| Courrier des donateurs | **Les petits mots qui nous donnent le sourire**

” Je soutiens votre démarche, qui aide les personnes à s'en sortir par elles-mêmes, donc en faisant confiance à leurs qualités, leurs valeurs, plutôt que de plaquer nos schémas de charité malheureusement souvent inadaptés.”
Noelle J. (Toulouse)

” Continuez votre bon travail sans faiblir, et même en accélérant et en misant sur le leadership, la créativité et l'énergie des acteurs locaux.”
Bernard T. (Montpellier)